



Production Le Grand Soir
Maduro : prisonnier de guerre. Entretien avec Romain Migué.

Maduro : prisonnier de guerre...



voir la chaîne Le Grand Soir

9 janvier 2026

Dans son communiqué, l'« ONG » réussit à faire de la victime un coupable

Amnesty International n'appelle pas à la libération de Nicolas Maduro



Matthieu BOGOSAVLIJEVICH

« Il ne se passe pas de jour sans que, en ouvrant son journal, on apprenne qu'un homme, quelque part dans le monde, a été jeté en prison, torturé ou exécuté parce que ses opinions ou sa religion déplaissaient à son gouvernement [...] Les lecteurs des journaux éprouvent un sentiment pénible d'impuissance. Mais si tous ceux qui sentent monter en eux l'indignation devant de telles nouvelles pouvaient se donner la main à travers le monde pour entreprendre une action commune, il serait possible sans doute d'obtenir un résultat positif. » Amnesty International met en avant ce passage d'un article publié par Peter Benenson, celui qui deviendra le fondateur d'Amnesty International, pour illustrer la raison d'être de départ de l'organisation : la défense des prisonniers d'opinion. Dès lors suite à l'enlèvement dans la nuit du vendredi 2 janvier au samedi 3 janvier 2026 et à l'incarcération par les États-Unis du président de la république bolivarienne du Venezuela Nicolas Maduro et de sa femme Cilia Flores, on était en droit d'attendre d'une telle organisation, à une demande de libération immédiate du président vénézuélien et de son épouse.

Amnesty n'exige pas la libération de Nicolas Maduro et de son épouse

Si Amnesty International réagit à cet enlèvement, à aucun moment il n'est demandé la libération du président vénézuélien.

Le titre de l'article publié par Amnesty International le jour de l'enlèvement de Nicolas Maduro ne présageait pas d'une telle revendication « Amnesty International s'inquiète des violations des droits humains suite à l'intervention militaire américaine au Venezuela »¹.

Cet enlèvement qui constitue un changement de régime par la force, un coup d'État contre les institutions démocratiques du Venezuela n'est pas nommé comme tel par Amnesty, il ne fait que « soulève[r] de graves préoccupations quant au respect des droits humains de la population vénézuélienne ».

L'extrême rareté de la chose, qu'un président en exercice, en l'espèce Nicolas Maduro soit enlevé sur son propre sol, le Venezuela, par une puissance étrangère, les États-Unis, pour y être déporté et incarcéré, devrait appeler aux plus graves condamnations de la part d'une organisation comme Amnesty International, censée lutter contre les arrestations arbitraires, mais ne fait l'objet que de vagues préoccupations de l'ONG quant au respect du droit international humanitaire par les États-Unis. En l'occurrence si la liberté de Nicolas Maduro n'est pas réclamée, « L'organisation exhorte le gouvernement américain à respecter le droit international humanitaire et le droit international des droits humains, à donner la priorité à la protection des civils et à garantir les droits humains de toutes les personnes privées de liberté, notamment le droit à des procédures équitables et à un traitement humain. ».

Amnesty International n'arrive même pas à nommer Nicolas Maduro quand elle fait référence à « toutes les personnes privées de liberté » qui doivent avoir « droit à des procédures équitables et à un traitement humain » ; jusqu'à preuve du contraire seuls Nicolas Maduro et son épouse Cilia Flores ont été arrêtés et emprisonnés aux États-Unis. En plus de ne pas appeler à leur libération, Amnesty International n'appelle donc pas de manière claire et sans ambiguïté à ce qu'ils bénéficient du respect des droits de la défense.

Outre l'absence de demande de libération du président Nicolas Maduro et de son épouse, Amnesty n'arrive à ne pas être catégorique quant au fait que cette invasion et cet enlèvement constituent des violations du droit international par les États-Unis, selon l'ONG cette capture : « constitue très probablement une violation du droit international ». Un enfant serait capable d'être plus affirmatif quant à la réalité de la violation du droit international, pas Amnesty.

Mise en garde d'Amnesty aux autorités ... Vénézuéliennes

Si Amnesty en appelle dans ce contexte aux États-unis à respecter le droit international humanitaire tout en mentionnant, une fois n'est pas coutume, la « volonté affichée des États-Unis de diriger le Venezuela et de contrôler ses ressources pétrolières », un peu forcée par Donald Trump qui l'a publiquement déclaré, c'est aussi pour mieux mettre en garde voire sermonner les autorités vénézuéliennes. Ces dernières doivent « s'abstenir de toute nouvelle répression, leur rappelant qu'elles sont tenues, en vertu du droit international, de respecter et de protéger les droits humains de tous les Vénézuéliens. Parmi les personnes les plus immédiatement menacées figurent les défenseurs des droits humains et les militants politiques qui s'opposent courageusement depuis des années aux violations des droits humains et aux crimes de droit international commis par le gouvernement Maduro ».

On ne saurait rappeler à Amnesty International que c'est le Venezuela qui vient d'être envahi, qu'au moins trente-deux cubains en charge de la sécurité de Nicolas Maduro ont été assassinés par les forces d'invasion étatsuniennes, que son président en exercice pour lequel le peuple avait voté en 2024 a été enlevé par les États-Unis, qu'il semble que « les personnes les plus immédiatement menacées » ne sont donc pas « les défenseurs des droits humains et les militants politiques qui s'opposent courageusement depuis des années » mais bien les dirigeants et les militants chavistes qui ont reçu un avertissement digne à effrayer quiconque serait tenté de s'opposer aux visées impériales des États-Unis.

Comble du communiqué, celui-ci sert à blâmer le gouvernement de Maduro en rappelant ce mensonge éhonté, qu'il serait responsable de crimes contre l'humanité « Amnesty International est solidaire du peuple vénézuélien : des milliers de victimes et de survivants, et des millions de personnes qui ont fui après des années de violations graves et de crimes contre l'humanité. Amnesty International réitère son appel de longue date à ce que le gouvernement Maduro fasse l'objet d'une enquête et, lorsque les preuves le permettent, que les per-

Les guerres scélérates : interventions de l'armée US et de la CIA depuis 1945

William BLUM



Le livre "KILLING HOPE - U.S. Military and CIA Interventions Since World War II" de William Blum vient ENFIN d'être traduit en français. Editions Paragon "Nous possédons

environ 60% des richesses mondiales, mais seulement 6,3% de la population mondiale... Notre tâche dans l'avenir est... de maintenir cette situation de disparité." George KENNAN, responsable de la planification du département d'Etat, 1948 "Ce livre très documenté relate plus d'une cinquantaine d'interventions (...)

■ VOIR BIBLIOGRAPHIE

CITATION DU JOUR

à l'extérieur qu'il veut conquérir le monde pour y apporter la paix, la sécurité et la liberté, et qu'il sacrifice ses enfants dans un but éminemment noble et humanitaire. C'est un mensonge, et un vieux mensonge, et pourtant des générations se succèdent et y croient !

Si les Etats-Unis ont la prétention de devenir un Empire, comme c'est le cas pour la plupart des nations, alors les réformes internes seront abandonnées, les droits des états seront abolis - pour nous imposer un gouvernement centralisé afin de renier nos libertés et lancer des expéditions à l'étranger.

Alors le Rêve Américain mourra - sur des champs de batailles à travers le monde - et une nation conçue dans la liberté détruira la liberté des Américains et imposera la tyrannie pour assujettir les nations.

George S. Boutwell - (1818-1905),
 Secrétaire du Trésor sous le Président
 Ulysses S. Grant, Gouverneur du
 Massachusetts, Sénateur and
 Représentant du Massachusetts



[imprimer sans images](#)
[imprimer avec images](#)

Pub copinage

CINÉMUTINS VOUS COOPÉRATIVE
DES MUTINS DE PANGÉE

Oser parler de survivants, comme si un génocide avait eu lieu ces dernières années au Venezuela finit de décrédibiliser cette organisation. En cela, l'ONG participe activement à la fabrique du consentement de la population, consistant à légitimer l'enlèvement de Nicolas Maduro par les États-Unis, puisque coupable de crime contre l'humanité, l'enlèvement de Nicolas Maduro par les États-Unis n'est qu'un mal nécessaire. Ces accusations faisant de Nicolas Maduro un dirigeant à la tête d'un gouvernement responsable de crimes contre l'humanité ne reposent sur aucun faits concrets et ont été maintes fois mises en brèche par des spécialistes du Venezuela comme Maurice Lemoine ou Romain Miguès.

Il est nécessaire de rappeler que Nicolas Maduro a été l'homme qui a poursuivi la révolution bolivarienne initiée par Hugo Chavez sans flétrir malgré les sanctions illégales des États-Unis depuis son arrivée au pouvoir [appelées mesures unilatérales coercitives à juste titre par Maurice Lemoine, puisque pour sanctionner une personne faut l'avoir une autorité morale pour le faire, chose que n'ont pas les États-Unis], une révolution qui a sorti des centaines de milliers de personnes de la pauvreté et de l'extrême pauvreté, qui a rendu les institutions extrêmement démocratiques qu'un grand nombre de citoyens occidentaux éprouvent de démocratie en sont envieux. Rappelons aussi que la démocratie directe est la clé de voûte de la société vénézuélienne. La constitution vénézuélienne permet notamment via le référendum révocatoire la possibilité de pouvoirs chasser le chef de l'État, instrument constitutionnel dont s'est déjà servi l'opposition. Cela ne ressemble définitivement pas à l'enfer que décrit Amnesty.

Le Venezuela est travesti par Amnesty comme un lieu où les opposants politiques sont des survivants, tandis que dans le même article l'ONG pas si non gouvernementale réussit l'exploit à ne rien dire sur l'agresseur que sont les États-Unis, responsables eux d'innombrables crimes de guerre et de crimes contre l'humanité, dont on peut citer dans l'ère moderne sans prétendre à l'exhaustivité, ce serait trop long, la Serbie, l'Afghanistan, l'Irak, la Libye, la Syrie, le Yémen, le Donbass, Gaza ... et tant d'autres.

Mais c'est bien de la victime, Nicolas Maduro, qu'Amnesty est entrain de faire un coupable, joli retournement de situation dans un si court communiqué !

Absence de dénonciation du blocus maritime et de l'agression en devenir

Depuis le mois de septembre 2025, de nombreux éléments laissaient craindre une future invasion du Venezuela parmi lesquels la plus grande présence de la flotte navale américaine rassemblée à un endroit – au large du Venezuela en l'espèce - depuis l'invasion du Panama en 1989 et l'enlèvement de son président en exercice Manuel Noriega. D'autres indicateurs ne trompaient pas quant à un potentiel conflit en devenir : les menaces répétées d'invasion de Donald Trump, les déclarations de ce dernier quant à la présence d'agents de la CIA sur le sol vénézuélien et surtout les bombardements illicites contre des embarcations soupçonnées d'acheminer de la drogue vers le nord. Depuis septembre 2025 les États-Unis ont frappé des dizaines d'embarcations au motif qu'il s'agissait de narcotrafiquants et dont le chef du cartel ne serait ni plus ni moins le président vénézuélien, Nicolas Maduro. Ces bombardements ont causé la mort de plus de cent personnes depuis septembre 2025².

Si ces exécutions extra-judiciaires ont fait l'objet de récriminations de la part d'Amnesty International qui y consacre un article à fin octobre 2025, à aucun moment l'ONG anglaise ne mentionne le Venezuela dans l'équation³.

Pourtant l'afflux massif de la flotte américaine à toute proximité du Venezuela faisant craindre une invasion des États-unis, constitutive d'un crime contre la paix, Amnesty International n'a pas jugé utile de le critiquer. Pas plus que le blocus maritime et naval qui se renforçait de jour en jour contre le Venezuela. Des actes de piraterie ont aussi eu lieu contre des pétroliers en provenance ou à destination du Venezuela : trois pétroliers avaient déjà été arraisonnés par les États-Unis le 22 décembre 2025⁴.

La plupart des bateaux frappés par les États-Unis se trouvait dans la mer des Caraïbes à faible distance du Venezuela, or éviter le Venezuela de l'équation a permis à Amnesty de ne pas mettre l'accent sur le conflit en devenir, un conflit dont l'agresseur était les États-Unis et la victime le Venezuela.

Amnesty se cantonne à réprover les actions des États-Unis commises contre des embarcations, l'ONG arrive ainsi à décorrérer la présence des États-Unis dans la région et la potentielle agression en devenir contre le Venezuela. Ces frappes américaines contre les bateaux ne sont dès lors pas constitutives d'une amorce de conflit de haute intensité contre le Venezuela ! Comme le dit François Pignon dans le Dîner de cons, « c'est très tordu, mais bougrement intelligent ».

Si Amnesty n'a pas critiqué cette présence massive de la flotte américaine qui faisait craindre une invasion du Venezuela, elle l'a pourtant fait concernant la Russie par deux fois avant l'invasion de l'Ukraine par cette dernière.

Deux articles ont été rédigés par Amnesty et ce alors même que la Russie, elle, ne bombardait pas des embarcations ukrainiennes en mer noire ; l'ONG à l'effigie de bougie avait fait le choix de médiatiser le risque d'un conflit direct entre l'Ukraine et la Russie. En l'espèce dès le 28 janvier 2022 Amnesty International s'enquérait de la situation en Ukraine et titrait Un nouveau conflit armé en Ukraine aurait des conséquences terribles sur les droits fondamentaux de millions de personnes, puis de nouveau le 22 février 2022 en titrant un autre de ses articles Russie/Ukraine. Amnesty International appelle au respect du droit international humanitaire et relativatif aux droits humains alors que la perspective d'un conflit armé étendu se précise. Chose qui n'a jamais été faite dans le cas vénézuélien !

Force est de constater qu'une invasion étatsunienne pourtant plus que probable au Venezuela ne mettait pas Amnesty International en alerte. Ne pas médiatiser le conflit vénézuélien en devenir a été une manière d'occulte le rôle des États-Unis dans la future invasion. Une façon malheureuse de ne pas enrayer un conflit en devenir.

Un deux poids deux mesures flagrant entre l'Ukraine et la Russie

Une semaine après le début du conflit armé entre la Russie et l'Ukraine[l'OTAN pour être plus juste], Amnesty a condamné de manière extrêmement ferme l'invasion de l'Ukraine par la Russie au moyen d'un article dont le

Quant au corps du texte, Amnesty aurait fait des économies et aurait pu le transposer tel quel en remplaçant Ukraine par Venezuela, et Russie par États-Unis et cela aurait parfaitement collé à la situation. Voyez la différence de sémantique et de ton entre le communiqué relatif au Venezuela et celui concernant l'Ukraine : « "L'invasion de l'Ukraine par la Russie est grave, extrême et définie par une seule caractéristique : l'agression. La Russie est en train d'envahir le cœur de l'Ukraine, cherchant à évincer son gouvernement légalement élu, et l'impact sur la vie, la sécurité et le bien-être des civil-e-s est réel et potentiellement énorme. Ces agissements sont absolument injustifiables sur la base des raisons avancées par la Russie. Et pourtant, c'est un membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies qui se rend coupable de ces actes", a déclaré Agnès Callamard, secrétaire générale d'Amnesty International.

"La Russie viole clairement ses obligations internationales. Il est flagrant que ces actes sont contraires aux règles et principes sur lesquels sont fondées les Nations unies. Les membres des Nations unies doivent condamner sans équivoque cette conduite. On ne peut pas laisser le mépris flagrant affiché par la Russie encourager d'autres pays à lui emboîter le pas, et la capacité des Nations unies à contrer ce genre de comportement ne doit pas non plus être fragilisée" »⁵.

Un tel double standard est d'autant plus frappant que dans le cas ukrainien la Russie n'a pas enlevé son président en exercice, Volodymyr Zelensky, et cela n'a pas empêché Amnesty de s'alarmer quant au risque que la Russie cherche à « à évincer son gouvernement légalement élu ». Pas de préoccupations particulières dans le cas vénézuélien où cela est vraiment arrivé !

Un passé très aligné sur le secrétariat d'État américain

Est-ce étonnant venant d'Amnesty International ?

Sans refaire l'historique de toutes les prises de position de l'ONG anglaise, son positionnement extrêmement aligné sur la politique étrangère américaine n'augurait rien d'autre.

Des mensonges sur les couveuses lors de la première guerre du golfe, aux relais des pires mensonges contre la Serbie durant les deux guerres de Yougoslavie, notamment lors des explosions du marché de Markale où Amnesty sans preuve y voyait la main de serbes, ou encore lors des premiers bombardements de l'OTAN contre les positions serbes en 1994 et 1995 où Amnesty euphémisait quant aux bombardements de l'OTAN « Les avions de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) ont effectué un petit nombre d'attaques aériennes pour soutenir les « zones de sécurité » »⁶. Sans compter en 1999 sur l'affaire abondamment reprise par Amnesty du pseudo massacre de Račak au Kosovo et Métochie.

Concernant l'affaire libyenne l'ONG s'est également tristement illustrée en reprenant la propagande otanienne en affirmant que Mouhamar Kadhafi avait fait réprimé dans le sang la révolte de Benghazi causant la mort de plus de 2000 personnes. Amnesty s'est pleinement investie dans la propagande de guerre au moyen de déclarations extrêmement belliqueuses : « Ses menaces [celles de Kadhafi] rendent la réaction tiède de la communauté internationale encore plus choquante. Les Libyens ont besoin en urgence non pas de simples paroles de sollicitude mais d'actes immédiats et concrets.

Amnesty International estime qu'à tout le moins le Conseil de sécurité de l'ONU doit imposer un embargo immédiat sur les armes à l'encontre de la Libye et un gel des avoirs de Mouammar Kadhafi et de ses principaux conseillers militaires et en matière de sécurité »⁷. Amnesty avait surestimé le nombre de morts à Benghazi de 2000%, puisque cent à cent-dix personnes sont mortes lors d'affrontement dans cette localité ; les déclarations d'Amnesty ont corroboré la thèse otanienne d'un massacre à Benghazi et ont contribué au vote de la résolution 1973 à l'ONU qui introduisait une zone d'exclusion aérienne, et par voie de conséquence le déclenchement de la guerre en Libye, qui l'a ravagée.

La liste est longue, on terminera par l'abandon de Julian Assange par Amnesty, qui s'il ne devait y avoir eu qu'un seul prisonnier d'opinion au monde, cela aurait dû être lui, et pourtant Amnesty International a réussi l'exploit à ne pas vouloir lui accorder ce statut ! Parallèlement malgré un passé plus que controversé et des déclarations ouvertement racistes Alexei Navalny, lui avait droit à cette distinction.

Amnesty International salue vigoureusement Maria Corina Machado la lauréate du prix Nobel de la paix 2025

Pour revenir au Venezuela, Julian Assange s'est illustré en contestant l'attribution du prix Nobel de la paix accordé en 2025 à Maria Corina Machado en portant plainte contre la Fondation Nobel pour « détournement de fonds et facilitation de crimes de guerre au regard du droit suédois »⁸. Tout l'inverse d'Amnesty International qui s'est empressé de saluer le prix accordé à l'opposante vénézuélienne.

Amnesty s'est hâtée de consacrer le jour même de l'attribution du prix Nobel de la paix à Maria Corina Machado un article évocateur intitulé : Le prix Nobel de la paix honore María Corina Machado et le mouvement pro-démocratie au Venezuela . Maria Corina Machado subirait selon Amnesty Internaitonal « répression et persécution » parce qu'elle ose « penser différemment et dénoncer les violation des droits humains commis par les autorités ». En effet pour penser différemment des autorités vénézuéliennes, Maria Corina Machado pense différemment ; à peine le Nobel en poche que la lauréate s'est dépêchée de saluer l'action de Benjamin Netanyahu à Gaza. Voilà qui donne le ton de son pacifisme.

Un autre exemple de la manière de penser [et d'agir] différemment de Maria Corina Machado : sa participation au coup d'État contre Hugo Chavez en 2002. Alors qu'elle est à la tête d'une ONG naissante dénommée Sumate [Soulève toi] une ONG pas si non gouvernementale que ça puisque financée par la NED et l'USAID, les multinationales du changement de régime financées par des fonds publics américains, cette grande démocrate a été signataire lors du coup d'État contre Hugo Chavez en 2002 du décret Carmona qui dissolvait illégalement l'Assemblée Nationale. Outre tous ces éléments, elle pense en effet différemment des autorités vénézuéliennes qui ont nationalisé l'entreprise pétrolière PDVSA alors qu'elle promet aux États-Unis la privatisation de tout ou presque tout au Venezuela en leur garantissant de juteux profits.

Dès lors se pose la question des raisons pour lesquelles Amnesty International est-elle si opposée aux autorités vénézuéliennes chavistes et si favorable aux intérêts ukrainiens.

Les subsides sont notamment un élément de réponse.

Si Amnesty est majoritairement financée par une multiplicité de petits donateurs et d'adhérents, elle l'est aussi en partie par des acteurs internationaux connus pour leurs multiples contributions aux changements de régime et autres révolutions de couleur favorables aux intérêts étatsuniens.

En l'espèce Amnesty International est à la fois financée par la Fondation Ford, considérée comme un paravent de la CIA qui l'a crédité de plus de 1 634 000 livres sterling soit l'équivalent de 1 810 000 € en six ans, par l'Open Society de George Soros qui l'a crédité de 1 503 000 £ soit 1 665 000 € en six ans. Mais elle est aussi massivement financée par la Swedish Postcode Lottery qui lui a fait don de 2 241 000 £ soit l'équivalent de 2 483 000 €. La Swedish Postcode Lottery fait partie du groupe Novamedia, une « entreprise sociale » Hollandaise souhaitant « contribuer à un monde meilleur » par l'intermédiaire de loteries de bienfaisance. Le groupe serait le « deuxième donateur privé de charité » au monde⁹. Les missions de Novamedia et de ses loteries sont soutenues par des ambassadeurs de bonne volonté. Le groupe ne tarie pas d'éloge concernant ces personnalités : « Nous sommes fiers qu'ils travaillent avec nous ». Les célébrités internationales dont il est question (une quinzaine) (10) sont des anciens présidents, acteurs ou sportifs parmi lesquelles on trouve Leonardo di Caprio, Georges Clooney ou Nelson Mandela.

Deux figures politiques internationales très engagées dans les guerres de l'ex Yougoslavie figurent également parmi ces ambassadeurs : Bill Clinton ancien président des Etats-Unis de 1993 à 2001 et Tony Blair ancien premier ministre du Royaume-Uni de 1997 à 2007.

On trouve comme autres donateurs d'Amnesty International, l'Union Européenne ou encore le Department for International Development, l'équivalent de l'Usaid au Royaume-Uni qui a crédité Amnesty d'une liberalité de 842 000 livres sterling en 2011¹¹

S'ils n'expliquent pas à eux seuls le positionnement d'Amnesty, ces dons constituent des fonds essentiels au fonctionnement de l'organisation, qui lie Amnesty à ses donateurs. Outre la crainte de devoir se passer de tels fonds, avoir comme bailleurs de fonds des multinationales du changement de régime dont la proximité avec les services secrets américains est avérée doit susciter une certaine forme de peur parmi les dirigeants d'Amnesty International et les cantonne dès lors à un seul périmètre autorisé.

La question quand à l'intérêt d'une telle organisation se pose [encore] et plus que jamais à l'heure où l'un des piliers de l'anti-impérialisme est kidnappé, et qu'aucun acte concret ne soit pris en sa faveur.

Si Amnesty reste dans l'inconscient collectif considérée comme la plus grande organisation de défense des droits de l'Homme, force est de constater qu'une organisation comme Wikileaks qui n'a pas cette prétention a davantage œuvré pour les droits humains qu'Amnesty International. Tandis qu'Amnesty International saluait le prix remis à María Corina Machado, la plainte de Julian Assange contre la fondation Nobel en est la preuve. Le parallèle est saisissant.

Matthieu BOGOSAVLIJEVICH

Note 1 Communiqué d'Amnesty International publié le 3 janvier 2026

« Amnesty International s'inquiète des violations des droits humains suite à l'intervention militaire américaine au Venezuela

L'intervention militaire menée aujourd'hui par l'administration Trump au Venezuela, qui a conduit à la capture de Nicolás Maduro et Cilia Flores, soulève de graves préoccupations quant au respect des droits humains de la population vénézuélienne. Elle constitue très probablement une violation du droit international, notamment de la Charte des Nations Unies, tout comme la volonté affichée des États-Unis de diriger le Venezuela et de contrôler ses ressources pétrolières. Amnesty International est particulièrement préoccupée par les risques d'escalade des violations des droits humains dans le pays, que ce soit en raison de nouvelles opérations américaines ou des représailles du gouvernement vénézuélien aux attaques américaines. L'organisation exhorte le gouvernement américain à respecter le droit international humanitaire et le droit international des droits humains, à donner la priorité à la protection des civils et à garantir les droits humains de toutes les personnes privées de liberté, notamment le droit à des procédures équitables et à un traitement humain. Elle appelle également les autorités vénézuéliennes à s'abstenir de toute nouvelle répression, leur rappelant qu'elles sont tenues, en vertu du droit international, de respecter et de protéger les droits humains de tous les Vénézuéliens. Parmi les personnes les plus immédiatement menacées figurent les défenseurs des droits humains et les militants politiques qui s'opposent courageusement depuis des années aux violations des droits humains et aux crimes de droit international commis par le gouvernement Maduro. Amnesty International est solidaire du peuple vénézuélien : des milliers de victimes et de survivants, et des millions de personnes qui ont fui après des années de violations graves et de crimes contre l'humanité. Amnesty International réitère son appel de longue date à ce que le gouvernement Maduro fasse l'objet d'une enquête et, lorsque les preuves le permettent, que les personnes responsables soient poursuivies devant un tribunal indépendant et impartial afin de garantir justice, réparation et des garanties de non-répétition pour les survivants et les victimes de violations au Venezuela. Amnesty International s'inquiète de ce que l'attaque contre le Venezuela et la capture de Nicolás Maduro et Cilia Flores par l'un des cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies aggravent encore la dégradation du droit international et de l'ordre international fondé sur des règles. Ces actions témoignent d'un système international régi par la force militaire, les menaces et l'intimidation, et elles accroissent le risque d'actions similaires par d'autres. »

¹¹ Amnesty International, « Amnesty International s'inquiète des violations des droits humains suite à l'intervention militaire américaine au Venezuela », publié le 03/01/26, en ligne. ><https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2026/01/amnesty-raises-concerns-following-us-military-action-in-venezuela/>

3 Amnesty International, « U.S. airstrikes in Latin America and the Caribbean are murder. Congress must stop them now », publié le 29/10/25, en ligne.-><https://www.amnesty.org/en/latest/news/2025/10/u-s-airstrikes-in-latin-america-and-the-caribbean-are-murder-congress-must-stop-them-now/>

4 BFM TV, « Les États-Unis interceptent un troisième navire pétrolier au large du Venezuela », publié le 22/12/25, en ligne, Les États-Unis interceptent un troisième navire pétrolier au large du Venezuela-><https://www.youtube.com/shorts/VX8iLs8dLnM>

5 Amnesty International, « Russie/Ukraine. L'invasion de l'Ukraine est un acte d'agression et une catastrophe pour les droits humains », publié le 01/03/22, en ligne.-><https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2022/03/russia-ukraine-invasion-of-ukraine-is-an-act-of-aggression-and-human-rights-catastrophe/>

6 Amnesty International Report 1995, consulté le 11/08/20, en ligne, p76, <https://www.amnesty.org/download/Documents/POL1000011995ENGLISH.PDF> .

7 Communiqué de presse d'Amnesty International du 23 février 2011, " Le conseil de sécurité et l'Union Africaine ont failli à leurs devoir envers le peuple Libyen", consulté le 26/08/20, en ligne.-><https://www.amnesty.org/fr/press-releases/2011/02/security-council-and-african-union-failing-libyan-people-1/>

8 Wikileaks, « Julian Assange porte plainte contre la Fondation Nobel pour le prix de la Paix considéré comme un "instrument de guerre" », Le Grand Soir, publié le 17/12/25, en ligne.-><https://www.legrandsoir.info/julian-assange-porte-plainte-contre-la-fondation-nobel-pour-le-prix-de-la-paix-considered-comme-un-instrument-de-guerre.html>

9 Nova Media Annual Report (2019).->https://www.novamedia.nl/images/downloads/pdf/2020/Annual_Report_2019_Novamedia.pdf .

10 Site internet de Novamedia, « Our goodwill ambassadors ».-><https://www.novamedia.nl/charity-lotteries/ambassadors>

11 Rapport financier d'Amnesty International Charity Limited de 2011, p23.-><https://www.amnesty.org/download/documents/32000/fin400072011en.pdf> .

MATTHIEU BOGOSAVLIJEVICH

- 08/2021 Mobilisation contre le pass sanitaire : enjeux d'une lutte opposée à une société de contrôle

❖ VENEZUELA

- 01/2026 Pourquoi le Venezuela nous concerne
- 01/2026 L'hégémonie sans masque : quand les États-Unis enlèvent le président du Venezuela
- 01/2026 L'agression des Etats Unis contre le Venezuela, rien de nouveau sous le soleil. Et pourtant, si...

❖ DROITS HUMAINS/LIBERTÉS

- 01/2026 Stop à la répression des militants et écrivains pacifistes !
- 12/2025 Si vous n'êtes pas libre de vous opposer à un génocide, alors vous n'êtes pas libre
- 12/2025 Thierry Breton interdit d'entrée aux Etats-Unis. Qui seront les prochains ?

[COMMENTER](#)



Le Grand Soir

Journal Militant d'Information Alternative

« Informer n'est pas une liberté pour la presse mais un devoir »



[Contact](#) | [€ Faire un don](#) | [Qui sommes-nous ?](#)

© CopyLeft : Diffusion autorisée et même encouragée | Merci de mentionner les sources

Les opinions exprimées dans le Grand Soir ne reflètent pas nécessairement celles du Grand Soir